



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Accord-cadre à bons de commande relatif aux contrôles de
service fait des dispositifs PIC IAE, FNE FORMATION, PRO A dans
le cadre du conventionnement de l'Etat avec les OPCO**

Référence de la consultation : PRA023659

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 2

Contrôle de Service Fait (CSF)

Conventions FNE-Formation entre l'Etat et les OPCO



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Article 1 : Objet et Contexte du marché	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Contexte du marché.....	4
Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions FNE-Formation	7
2.1 CSF prévu aux conventions Etat-OPCO	7
2.2 Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1).....	8
2.3 Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse global du CSF (UO 2)	14
Article 3 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle	15
Article 4 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre	15



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

Liberté
Égalité
Fraternité

INTRODUCTION

Le FNE-Formation est un dispositif d'aide au financement d'actions de formation des salariés visant à accompagner les mutations économiques rencontrées par les entreprises. D'une part, cet outil permet d'assurer le maintien dans l'emploi et de favoriser l'employabilité des salariés en renforçant leurs compétences. D'autre part, ce dispositif participe au renforcement de la compétitivité des entreprises. Le FNE-Formation a été plusieurs fois aménagé. Pendant la crise sanitaire de 2020, il permettait d'assurer un accompagnement des entreprises confrontées à une interruption d'activité, placées en activité partielle ou en APLD. En 2021 et 2022, l'élargissement du dispositif aux entreprises en difficulté, en mutation ou en reprise d'activité a permis d'accompagner le rebond de l'activité économique.

L'année 2023 est une année de rupture pour le dispositif FNE Formation par rapport aux années précédentes, les besoins de formation ne s'inscrivent plus dans une situation d'urgence et de perturbations économiques mais dans une politique de croissance durable. Le FNE-formation a ainsi été orienté vers le financement de formations permettant d'accompagner plusieurs cibles structurelles : la transition écologique (transition énergétique, ...), la transition alimentaire et agricole (développement de l'agriculture biologique, ...), la transition numérique (projets innovants ou à forte technicité numérique, ...)

Également, le FNE-Formation 2023 a accompagné les besoins en formation liés à l'organisation de la Coupe du monde de rugby en 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Le Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités a signé avec chaque opérateur de compétences (OPCO) une convention nationale (cadre et financière) relative au déploiement du dispositif.

Article 1 : Objet et Contexte du marché

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de contrôle de service fait (CSF) des conventions Etat-OPCO de 2023 avec chacun des 11 opérateurs de compétences (OPCO), au titre du déploiement du dispositif FNE-Formation.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Chaque OPCO dispose d'une convention initiale signée courant 2023.

1.2 Contexte du marché

1.2.1 Présentation du dispositif FNE-Formation

Le FNE -Formation permet une aide financière à la formation professionnelle visant à maintenir dans l'emploi les salariés, à améliorer leur employabilité face aux mutations économiques tout en renforçant la compétitivité des entreprises. Cette aide s'adresse à tous les salariés, indépendamment de leur catégorie socioprofessionnelle ou de leur niveau de diplôme, à l'exception des salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Les demandes de prise en charge doivent être déposées par les entreprises auprès des Opérateurs de Compétence.

Depuis le printemps 2020, le FNE-Formation a fait l'objet d'un renforcement afin de répondre efficacement aux besoins immédiats des entreprises en matière de formation, notamment celles dont les salariés étaient placés en activité partielle, puis pour accompagner les entreprises dans la reprise économique.

Au regard de l'évolution de la situation économique, des besoins des entreprises, en particulier des TPE et PME, et de la fin de la mobilisation massive de l'activité partielle, la mobilisation du FNE-Formation a été réorientée sur le financement de formations permettant d'accompagner les transitions écologiques, alimentaire et numérique. En complément, le FNE-Formation a été mobilisé pour soutenir les besoins en formation liés à l'organisation des grands événements sportifs (la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024).

Par ailleurs, les conventions avec les opérateurs de compétences (OPCO) ont été établis au niveau national entre le Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités.

Les montants FNE Formation conventionnés entre l'Etat et les OPCO en 2023 l'ont été à hauteur de 256 M€.

Par ailleurs, le FNE-Formation est soumis au droit commun des aides d'Etat, plus précisément aux paramètres du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC 2014).

Les taux et les modalités de prise en charge étaient les suivants :



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

Liberté
Égalité
Fraternité

- Taux de cofinancement prévus par le règlement général d'exemption par catégories (RGEC)

	Taille de l'entreprise		
	Petite entreprise (1)	Moyenne entreprise (2)	Grande entreprise (3)
Taux de cofinancement public	70%	60%	50%

(1) Entreprise qui emploie moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions €.

(2) Entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions EUR ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions €.

(3) Entreprises n'entrant pas dans les catégories (1) et (2).

Il convient de noter que le taux d'intensité de l'aide dépend de la taille de l'entreprise et du régime d'encadrement des aides d'Etat appliqué.

Tout cofinancement public est exclu. Le « reste à payer » est financé par les fonds privés, à savoir les contributions conventionnelles des branches professionnelles et/ou les versements volontaires des entreprises.

1.2.2 Présentation de la gouvernance de déploiement du dispositif FNE Formation

1.2.2.1 Rôle des OPCO

11 opérateurs de compétences ont été agréés par arrêtés du 29 mars 2019 à la suite des accords de désignation des branches professionnelles et à la fusion de 20 OPCA-OCTA dans une logique de cohérence et de pertinence économique de leurs champs d'intervention.

2020 a été la première année d'installation pleine et entière des OPCO avec toutes leurs missions, notamment de financement des contrats d'apprentissage, mission qui est venue s'ajouter à celles relatives au financement du plan de développement des compétences dans les entreprises de moins de 50 salariés, au financement des contrats de professionnalisation et de reconversion et promotion par l'alternance. Les OPCO assurent par ailleurs un service de proximité pour les TPE PME et ont un rôle en



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

matière d'appui technique pour l'élaboration des politiques d'alternance et des certifications professionnelles.

Durant la crise et la période de confinement, ces organismes paritaires sont parvenus à assurer la continuité de leur service tout en achevant leur transformation interne. Ils ont été également des partenaires clés de l'action par délégation de l'Etat de la gestion du FNE-Formation dès 2020.

Ces partenariats stratégiques ont été renouvelés pour le FNE-Formation en 2021, 2022 et 2023. A ce titre, des conventions avec les opérateurs de compétences (OPCO) ont été établis au niveau national. Les 11 opérateurs de compétences (OPCO) sont mandatés par l'Etat pour notamment assurer le portage administratif et financier du déploiement du FNE-Formation.

Concernant le FNE Formation 2023, les conventions ont été prolongées jusqu'au 31/03/2024.

Les OPCO prennent en charge les actions de formation cofinancées par le FNE-Formation dans la limite des taux d'intensité des aides d'Etat.

Dans le cadre du pilotage du FNE-Formation, les OPCO élaborent et transmettent régulièrement à la DGEFP des données permettant d'assurer un suivi quantitatif-financier et qualitatif du dispositif.

NB : les données « stabilisées » et bilans finaux seront transmis dans le cadre du CSF par chacun des OPCO à la DGEFP pour la période 2023 (tableaux de synthèse quantitatifs-financiers, données brutes et bilan qualitatif) à des fins de contrôle.

1.2.2.2 Rôle de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)

La DGEFP, placée sous l'autorité du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités propose les orientations de la politique pour l'emploi et la formation professionnelle continue.

Dans le cadre du FNE-Formation, la DGEFP a publié 2 Instructions sur la période 2023 : Instruction initiale du 21 avril 2023, puis Instruction du 19 décembre 2023 permettant le prolongement des engagements possibles par les OPCO jusqu'au 31/03/2024.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

Liberté
Égalité
Fraternité

La DGEFP assure et contrôle le financement de la part Etat (ou part FNE-Formation) pour chaque action de formation.

Une action de formation se définit comme un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel (au 1^o de l'article L. 6313-1).

Chaque convention financière prévoit que le solde de la participation de l'Etat est versé après vérification par la DGEFP des dépenses réalisées. Ce contrôle de service fait est réalisé sur un échantillon d'actions de formation, recueilli à partir des données transmises par les OPCO.

Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions FNE-Formation

2.1 CSF prévu aux conventions Etat-OPCO

Le contrôle de service fait est prévu dans les conventions Etat-OPCO et doit permettre d'établir et de valider le solde des versements par l'Etat à l'OPCO.

La convention décline les différents versements, notamment le 3^{ème} concernant le solde s'appuyant sur le contrôle de service fait final, dans le respect des engagements pris par l'OPCO.

La convention précise que dans le cadre du CSF, l'OPCO doit transmettre à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) un bilan final d'exécution comportant *a minima* un bilan quantitatif et qualitatif accompagné d'un état détaillé des dépenses intervenues au titre de la convention.

En effet, le montant définitif accordé à l'OPCO sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

En application des conventions financières, la DGEFP est chargée de la vérification de la réalisation des prestations de formation, du paiement de leur facture, ainsi que du respect des taux d'intensité appliqués et des critères d'éligibilité des entreprises.

Le CSF ayant pour objectif de payer le solde de la convention, les premiers livrables attendus de la part de chaque OPCO seront des états de synthèse quantitatifs et financiers permettant à la DGEFP d'établir le solde à payer.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ces tableaux « stabilisés » par les OPCO devront faire état, hors frais de gestion, des réalisations financées par le FNE Formation. Les bilans quantitatifs et financiers seront remis par l'OPCO à la DGEFP et feront apparaître le différentiel entre le montant des actions de formations engagées et celui des actions effectivement réalisées.

En complément, un état détaillé des dépenses réalisées par type de coût (coût pédagogique, rémunération, frais annexes, coût total de l'action, montant pris en charge par le FNE Formation) devra être fourni par chaque OPCO à la DGEFP (maille « action de formation »).

Enfin, un bilan qualitatif sera également remis par chaque OPCO à la DGEFP.

La DGEFP transmettra au titulaire du marché les états de synthèse quantitatifs et financiers, l'état détaillé des dépenses ainsi que le bilan qualitatif.

Le présent marché permettra de répondre à ces obligations conventionnelles

2.2 Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1)

La prestation de contrôle inclut l'ensemble des échanges nécessaires au bon déroulé de la mission, quelle que soit la phase du contrôle. Les échanges peuvent prendre tout type de modalités (mail, tchat, téléphone, réunion présentielle ou distancielle, ...), entre le titulaire du marché et l'OPCO pour tout type d'information nécessaire au contrôle, entre le titulaire du marché et la DGEFP pour notamment le suivi de la mission.

Dans le cadre de ses actions, il est demandé au titulaire du marché de nommer un référent par OPCO, permettant un échange régulier avec les correspondants des OPCO, de tenir informé l'OPCO de la teneur et de l'avancement du CSF, permettant à l'OPCO de ne pas découvrir le rapport au moment de sa signature.

Il est recommandé de tenir informés régulièrement les OPCO du contenu, de la teneur de leur rapport, pour éviter tout rejet du rapport final. Également, la DGEFP souhaite être informée en temps réel de tout problème constaté lors de la phase de rédaction.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour élaborer le rapport de service fait par OPCO, plusieurs phases sont à décliner.

Phase 1 : Cadrage et Réunion de lancement

Le titulaire du marché devra proposer sa méthode de travail avec les OPCO, comme sa méthode de suivi du rapport de CSF, que ce soit avec les OPCO comme avec la DGEFP.

Lors du cadrage, le périmètre sera réaffirmé. Les règles de gestion du dispositif seront affinées, les règles de contrôle à appliquer seront définies précisément. La méthodologie de contrôle sera échangée et validée. L'organisation de la prestation, sa logistique, les ressources prévues seront validées. Cette phase préparative est proposée par le titulaire du marché et validée par la DGEFP.

En préambule, une réunion de lancement se basant sur le cadrage sera à organiser par le titulaire du marché avec les OPCO et la DGEFP pour expliciter le déroulé et la méthode employée pour l'ensemble des travaux de CSF que le titulaire sera amené à conduire. Cette réunion intègre cette phase 1.

Phase 2 : Contrôle des états de synthèse Quantitatifs-Financiers reçus avec l'état des dépenses réalisées

La comparaison de l'état détaillé des dépenses avec tableaux de synthèse Quantitatifs-Financiers transmis par la DGEFP sera effectuée par le titulaire du marché sur les montants engagés et les montants réalisés. Ce comparatif sera à effectuer OPCO par OPCO.

Tout écart constaté entre les montants engagés comme réalisés fera l'objet d'une demande de justification, par le titulaire du marché, à l'OPCO.

Livrable attendu du Titulaire

OPCO par OPCO, le Titulaire du marché établira un état de comparaison entre l'état des dépenses et les états de synthèse quantitatifs-financiers (hors frais de gestion) correspondants. Un format de tableau comparatif des principaux indicateurs, comprenant la possibilité de justification d'écart le cas échéant, sera proposé par le titulaire du marché à la DGEFP.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un tableau comparatif final par OPCO.

Tout écart justifié et explicité par l'OPCO devra être repris par le titulaire du marché dans le rapport de CSF de l'OPCO.

Phase 3 : Contrôle sur échantillonnage des actions de formation

Pour chaque commande, le devis devra indiquer le nombre d'UO nécessaires sachant que chaque UO représente 20 actions de formation contrôlées.

Le titulaire du marché dans le cadre du présent marché, réalise un contrôle par échantillon de la complétude des dossiers, de la réalisation des actions de formation financées par les OPCO, du paiement des factures liées, du respect du taux d'intensité et de l'éligibilité de l'entreprise.

La constitution de l'échantillon

Le Titulaire devra respecter la méthodologie d'échantillonnage souhaitée par la DGEFP.

Les règles d'échantillonnage sont définies ainsi pour l'inter OPCO :

- 100 actions de formations contrôlées par convention Etat-OPCO ; à noter qu'une pondération des 100 actions par OPCO est réalisée pour tenir compte du nombre d'actions financées par chaque OPCO
- 11 conventions nationales pour 11 OPCO à contrôler
- Donc 1 100 actions à contrôler (11*100) au total en inter OPCO

Pour tenir compte du poids de chaque OPCO au regard du nombre d'actions financées par enveloppe, une pondération est réalisée permettant de répartir de manière proportionnelle le contrôle réalisé.

A titre indicatif, le nombre d'actions à justifier par OPCO-enveloppe dans le cadre de l'échantillonnage pourrait être le suivant :



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

OPCO	Nb Actions	Répartition par nb actions	Répartition des 1100 actions / nb actions total	100 actions / OPCO	Moyenne des 2 répartitions
AFDAS	28 291	7,69%	85	100	92
AKTO	36 335	9,87%	109	100	104
ATLAS	57 313	15,58%	171	100	136
Constructys	30 065	8,17%	90	100	95
EP	19 832	5,39%	59	100	80
L'Opcommerce	15 524	4,22%	46	100	73
OCAPIAT	20 676	5,62%	62	100	81
OPCO 2i	120 770	32,82%	361	100	231
OPCO MOBILITES	29 904	8,13%	89	100	95
SANTE	4 005	1,09%	12	100	56
UNIFORMATION	5 263	1,43%	16	100	58
	367 978	100,00%	1100	1100	1100

Par OPCO, il sera demandé au titulaire du marché de constituer les échantillons selon les cibles d'éligibilité des projets, à savoir, transition écologique, transition alimentaire, transition numérique et grands événements sportifs, sans répartition particulière.

Également, il est souhaité qu'au sein des échantillons OPCO, les différentes catégories d'entreprises (- de 11 salariés, entre 11 et – de 50 salariés, entre 50 et – de 250 salariés, entre 250 et – de 1000 salariés, 1000 salariés et plus) soient représentées, sans répartition particulière.

Enfin, le comptage des échantillons s'effectue sur le nombre d'actions. Si un dossier échantillonné comprend plusieurs actions, l'ensemble des actions doivent être contrôlées et seront comptées dans l'échantillon.

Le contrôle des actions sur justificatifs

L'examen des actions de formation consistera à contrôler les pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre des actions de formation financées.

Pour les formations internes, il conviendra de vérifier le programme de formation interne, le certificat de réalisation et les justificatifs de rémunération liés au formateur interne.



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dans la perspective de ces contrôles, les pièces justificatives doivent être claires, spécifiques et contemporaines des faits.

Pour justifier des dépenses réalisées pour chacune des actions échantillonnées, les pièces à produire seront :

- La demande de subvention au titre du FNE-Formation contenant l'attestation sur l'honneur ;
- La convention de formation ;
- L'accord de prise en charge ;
- Le certificat de réalisation établi par le dispensateur de l'action de formation : il est possible pour un sous échantillon établi par le titulaire du marché de demander les feuilles d'émargement pour vérifier que les certificats de réalisation ont été établis conformément à la réalisation de la formation ;
- les factures établies par l'organisme de formation ou le « relevé de dépenses » pour la formation interne concernant les frais pédagogiques, les justificatifs de dépenses de rémunération et de frais annexes ;
- les preuves de l'acquittement de la facture.

Une codification des pièces justificatives par action de formation devra être proposée par le titulaire du marché, permettant la facilitation du classement des pièces.

Les pièces devront être fournies par les OPCO au titulaire du marché, en charge de les vérifier, de réclamer les justificatifs manquants le cas échéant, de les classer par dossier OPCO-Cible d'éligibilité.

Le titulaire du marché proposera aux OPCO les modalités logistiques d'envoi des pièces et documents justificatifs.

Le Livrable

Un dossier par OPCO - Cible d'éligibilité (Transition écologique, numérique, alimentaire, grand évènement sportif) sera remis par le titulaire à la DGEFP, accompagné d'un rapport des pièces manquantes le cas échéant.

Une synthèse de ces contrôles par échantillon sera intégrée au rapport de CSF par OPCO.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à la remise, par le titulaire du marché à la DGEFP, d'un dossier final par OPCO.

Vérification du respect d'éligibilité et des règles de prise en charge

En complément des contrôles par échantillon de la justification des dépenses et pour apporter la preuve du respect de l'éligibilité de l'entreprise et des règles de prise en charge, une vérification du processus mis en œuvre par chaque OPCO du contrôle d'éligibilité de l'entreprise d'une part, du respect du taux d'intensité d'autre part devra être réalisée par le titulaire du marché et intégrée dans le rapport de CSF final. Cette synthèse de vérification s'appuiera sur tout document fourni par l'OPCO (processus de mise en œuvre, de contrôle interne par exemple) au titulaire du marché.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre de réaliser une synthèse de vérification finale par OPCO, intégrée à chaque rapport de CSF.

Phase 4 : le rapport de CSF par OPCO

L'analyse du bilan qualitatif transmis par l'OPCO, comprenant tout échange ou entretien nécessaire à sa bonne compréhension devra être préalablement menée par le titulaire du marché.

Le rapport de CSF, remis par OPCO et présenté à la DGEFP, s'appuiera sur les résultats des premiers livrables décrits précédemment : comparatifs des bilans quantitatifs et financiers avec les données brutes, synthèse des tests d'échantillonnage par OPCO - Cible d'éligibilité, synthèse de processus de mise en œuvre sur le contrôle d'éligibilité et le respect du taux d'intensité, forces et faiblesses du bilan qualitatif remis par chaque OPCO.

La remise du rapport provisoire ouvrira une phase contradictoire de 7 jours francs permettant à l'OPCO de transmettre les pièces manquantes et d'apporter tout élément nécessaire à la conclusion du CSF et la production du rapport définitif.

Le rapport de certificat de service fait par OPCO, dont la trame proposée par le titulaire du marché sera préalablement validée par la DGEFP, devra inclure une position du titulaire du marché permettant la mise en paiement du solde de la convention financière entre l'Etat et l'OPCO.



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

Liberté
Égalité
Fraternité

Le Livrable

Les livrables remis par le titulaire comporteront obligatoirement un rapport de CSF par OPCO, soit 11 rapports.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un rapport final par OPCO.

Après validation par la DGEFP du rapport finalisé par OPCO, le rapport de CSF pourra être proposé par la DGEFP à la signature de l'OPCO.

Chaque validation par la DGEFP d'un rapport final de CSF par OPCO donnera lieu à une attestation de service fait (ASF) de la part de la DGEFP. La DGEFP indiquera au titulaire à quel moment déposer sa facture sous Chorus Pro.

2.3 Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse global du CSF (UO 2)

Un rapport de synthèse global du CSF inter OPCO.

Pour accompagner les rapports de CSF par OPCO, il est demandé au titulaire du marché de réaliser un rapport synthétisant :

- L'organisation du contrôle de service fait avec le rappel de la démarche (Méthode, calendrier, contrôle dématérialisé / sur place), les difficultés rencontrées le cas échéant ;
- Restitution de la consolidation inter OPCO des objectifs quantitatifs : rappel du nombre d'actions engagées, du nombre d'actions réalisées, du nombre d'actions contrôlées par OPCO, nombre d'anomalies par OPCO ;
- Bilan global sur les constats du contrôle par échantillon (typologie des anomalies constatées dans les dossiers contrôlés, respect des délais, difficultés rencontrées le cas échéant, ...) ;
- Synthèse des processus de mise en œuvre, voire de contrôle interne mis en place par les OPCO pour vérifier l'éligibilité des entreprises et respecter les taux d'intensité ;
- Synthèse des bilans qualitatifs remis par chacun des OPCO.

Le Livrable :

Le rapport de synthèse inter OPCO sera basé sur les rapports finaux de CSF des OPCO constitués préalablement.

Tout échange, quelle que soit sa modalité, devra être mené avec la DGEFP et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un rapport de synthèse final inter OPCO.

Le rapport de synthèse final sera soumis à la validation de la DGEFP.

Ce rapport sera basé sur les rapports finaux de CSF des OPCO et finalisera la prestation du titulaire du marché.

La validation par la DGEFP du rapport de synthèse final de CSF inter OPCO donnera lieu à une attestation de service fait (ASF) de la part de la DGEFP. La DGEFP indiquera au titulaire à quel moment déposer sa facture sous Chorus Pro.

Article 3 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle

Il est attendu que le titulaire prenne en charge une sollicitation écrite d'un OPCO sous un délai de 24h au plus tard.

Cette sollicitation concerne tout élément en lien avec le contrôle (demande d'information, précision etc.)

Ce délai s'apprécie à compter de la réception de la demande sur le canal de contact dédié, proposé par le titulaire.

A défaut, le titulaire encourt les pénalités visées à l'article 9 du CCAP.

Article 4 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre

Les bilans quantitatifs/financiers et l'état des dépenses finaux seront remis en amont par les OPCO à la DGEFP.



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Étapes	Acteur	Durée	UO - Phase
Réception du bon de commande	Titulaire du marché	Jour J	N/A
Cadrage	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception du bon de commande	UO1 – Phase 1
Réunion de lancement du CSF	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception du bon de commande	UO1 – Phase 1
Transmission des bilans quantitatifs-financiers des OPCO ainsi que l'état des dépenses correspondant au titulaire du marché	DGEFP	Estimatif de 2 jours à compter de la réunion de lancement	UO1 – Phase 2
Etat Comparatif des états de synthèse avec l'état des dépenses (données brutes)	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception de l'état des dépenses	UO1 – Phase 2
Sélection des échantillons par le titulaire du marché selon les indications de la DGEFP	Titulaire du marché	1 semaine à compter de l'état comparatif états de synthèse / état des dépenses	UO1 – Phase 3
Dépôt par les OPCO sur la plate-forme du titulaire du marché des pièces justificatives relatives aux actions de formation sélectionnées, des documents justificatifs concernant l'éligibilité et la prise en charge	OPCO	Estimatif de 3 semaines après transmission des échantillons aux OPCO	UO1 – Phase 3
Réalisation des contrôles sur pièces et des vérifications des processus d'éligibilité et des prises en charge	Titulaire du marché	4 semaines après transmission des justificatifs	UO1 – Phase 3
Réalisation du rapport de contrôle de service fait final par OPCO, comprenant l'ensemble	Titulaire du marché	4 semaines après finalisation des contrôles sur justificatifs	UO1 – Phase 4



Cofinancé par
l'Union européenne



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

des échanges préalables nécessaires avec les OPCO et la DGEFP			
Réalisation du rapport de synthèse de CSF inter OPCO, comprenant l'ensemble des échanges préalables nécessaires avec la DGEFP	Titulaire du marché	2 semaines après remise des rapports finaux de CSF par OPCO	UO2 – Phase 4